

UTI GROUP SA

Société Anonyme au capital de 1.731.747 €
68, rue de Villiers 92 532 Levallois Perret cedex
338 667 082 RCS NANTERRE

Code APE 6202 A

Siret 338 667 082 00048

Téléphone : 01.41.49.05.10

Télécopieur : 01.47.57.11.50

Site : www.uti-group.com

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2013

Etabli en application de l'article 222 - 4 du Règlement Général de l'AMF



SOMMAIRE

A - ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2013.....	3
1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE	3
2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL	4
3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE	5
4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	6
NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	7
GENERALITES	7
Note 1 – PRESENTATION GENERALE	7
Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS	7
BILAN - ACTIF	14
Note 3 – GOODWILL	14
Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15
Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES	15
Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS	16
Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS	17
Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE	18
BILAN - PASSIF	19
Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL	19
Note 10 – PROVISIONS	21
Note 11 – DETTES FINANCIERES	22
Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS	24
Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE	25
ETAT DU RESULTAT GLOBAL	28
Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL	28
Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL	30
Note 16 – IMPOTS	30
Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION	32
Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN	33
Note 19 – EFFECTIF MOYEN	34
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	35
Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS	35
Note 21 – SOCIETE MERE CONSOLIDANTE	35
Note 22 – INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES	35
Note 23 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	36
B - RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL	37
1. PRESENTATION DES COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 2013 DU GROUPE CONSOLIDE	37
2. PRESENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2013 DE LA SOCIETE UTI GROUP	39
3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE	40
4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DANS LE GROUPE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE	41
5. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE DU GROUPE PENDANT L'EXERCICE	41
C - DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL	42
D - RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE	43

A - ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES CONDENSES AU 30 JUIN 2013

1. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE (montants en milliers)

	note	30/06/2013	31/12/2012
Actif			
Actifs non courants			
Goodwill	3	10 950	10 950
Immobilisations incorporelles	4	3	3
Immobilisations corporelles	5	80	98
Immobilisations financières	6	535	527
Impôts différés actifs	16	55	69
Total des actifs non courants		11 624	11 648
Actifs courants			
Créances clients et comptes rattachés	7	1 317	1 298
Autres actifs courants	7	1 000	975
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	128	319
Total des actifs courants		2 445	2 592
Total de l'actif		14 069	14 239

	note	30/06/2013	31/12/2012
Passif			
Capital social	9	1 732	1 732
Primes	9	2 637	2 637
Réserves consolidées	9	-2 556	-62
Résultat consolidé		23	-2 520
Total des capitaux propres (part Groupe)		1 836	1 787
Intérêts minoritaires		0	0
Capitaux Propres		1 836	1 787
Passifs non courants			
Provisions	10	2 319	2 335
Dettes financières à long terme	11	238	299
Impôts différés passif			
Total des passifs non courants		2 558	2 634
Passifs courants			
Avances et acomptes reçus		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12	1 494	1 599
Autres passifs courants	12	7 109	6 979
Dettes financières à court terme	11	1 073	1 241
Total des passifs courants		9 676	9 818
Total du passif		14 069	14 239

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

2. ETAT DU RESULTAT GLOBAL

(montants en milliers, sauf données par action)

	note	30/06/2013	30/06/2012
Chiffre d'affaires net	14	13 110	14 605
Achats consommés		-2 026	-2 350
Autres achats et charges externes		-1 456	-1 577
Impôts et taxes		-233	-231
Charges de personnel	14	-9 174	-10 062
Dotations nettes aux amortissements et provisions	14	-7	-62
Autres produits et charges opérationnelles courantes	14	85	-12
Résultat opérationnel courant		299	311
Autres produits non courants	14		0
Autres charges non courantes	14		0
Résultat opérationnel		299	311
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut	14	-62	-95
Coût de l'endettement financier net		-62	-95
Autres produits et charges financiers	14	-36	1
Résultat avant impôts des activités ordinaires		202	216
Charge d'impôts sur le résultat	16	-179	-209
Résultat net		23	7
Intérêts minoritaires		0	0
Résultat net de l'exercice		23	7
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (part groupe)		0	0
Résultat global total		23	7
Résultat net par action			
Résultat net de base par action	17	0,00	0,00
Résultat net dilué par action	17	0,00	0,00

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

3. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE (montants en milliers)

en milliers d'euros	30/06/2013	31/12/2012	30/06/2012
A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE			
<u>Capacité d'autofinancement</u>			
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	23	-2 520	7
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	7	3 126	62
Charges et produits calculés liés aux stock options	0	0	0
Plus et moins value de cession	-83	0	0
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	35	37	-1
<u>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</u>	-18	643	68
Coût de l'endettement financier net	62	190	95
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	18	40	47
<u>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</u>	62	873	210
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	17	-994	-319
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	79	-121	-109
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaissements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-16	-136	-45
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	24	3	0
Encaissements liés aux cessions des immobilisations financières	5	10	12
Variation des prêts et avances consentis	0	0	0
Incidence des variation de périmètre	0	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	13	-123	-33
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital			
- Versées par les minoritaires des sociétés intégrées			
Rachats et ventes d'actions propres	1	0	0
Sommes reçues des actionnaires en compte courant	0	0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts			
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	-309	-597	-301
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	-62	-190	-95
Incidence des variation de périmètre			
Autres flux liés aux opérations de financement			
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-370	-787	-396
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES			
FLUX NET DE TRESORERIE	-277	-1 031	-538
Trésorerie au 1er Janvier	-282	749	749
Flux nets de l'exercice	-277	-1 031	-537
Trésorerie à fin de période	-559	-282	212

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

4. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (montants en milliers, sauf nombre d'actions)

en milliers d'euros	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat net	Gains et pertes directement en capitaux propres	Capitaux propres (part groupe)	Intérêts minoritaires	Capitaux propres
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2011	1 732	2 637	5 047	-5 112	0	4 304	1	4 305
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				-2 520		-2 520		
Gains et pertes directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				-2 520	0	-2 520		-2 520
Affectation en réserves			-5 112	5 112		0		
Incidence rachat obligations			0			0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			3			3		
Variations diverses								
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2012	1 732	2 637	-62	-2 520	0	1 787	1	1 786
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				23		23		
Gains et pertes directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				23	0	23		23
Affectation en réserves			-2 520	2 520		0		
Incidence rachat obligations			19			19		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			7			7		
Variations diverses						0		
SITUATION AU 30 JUIN 2013	1 732	2 637	-2 556	23	0	1 836	0	1 836

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

GENERALITES

Note 1 – PRESENTATION GENERALE

Informations relatives au Groupe

UTIGroup. S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française. UTIGroup. S.A. est cotée sur le marché d'Euronext Paris. En date du 24 juillet 2013, le Conseil d'administration a procédé à un arrêté des comptes semestriels et a autorisé la publication des états financiers consolidés d'UTIGroup clos au 30 juin 2013.

Nature de l'activité

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes et assure deux grands types de prestations qui se décomposent comme suit :

La délégation de personnel et l'intégration de systèmes sont réalisées dans le cadre de contrats en régie avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens.

L'Edition et la distribution de progiciel consistent à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur et à effectuer un certain nombre de prestations autour du produit.

Le groupe n'a pas conclu de contrats au forfait d'un montant significatif en 2013 ainsi qu'en 2012.

Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Bases de préparation des comptes consolidés annuels

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'UTIGroup. S.A. et de ses filiales sont établis suivant les normes comptables internationales : International Reporting Standards (« IFRS »), telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») c'est-à-dire, les IFRS, les International Accounting Standards (« IAS ») et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») ou l'organisme qui l'a précédé le Standing Interpretation Committee (« SIC »).

Les comptes consolidés semestriels sont établis conformément à la norme IAS 34 « informations financières intermédiaires ».

Au 30 juin 2013, les normes et interprétations comptables adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euro. Toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (K €) sauf indication contraire.

Impact des nouvelles normes comptables

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire dans les comptes au 30 juin 2013

IFRS 7 - Amendement « Informations à fournir compensation des actifs et passifs financiers »

IAS 19 révisée – Avantages du personnel

IAS 1 – Amendement présentation des autres éléments du résultat global

IFRS 13 – Evaluation de la juste valeur

IAS 12 - Amendement Impôts différés recouvrement des actifs sous-jacents

L'adoption de ces normes, amendements et interprétations n'a eu aucune incidence significative sur les méthodes d'évaluation retenues pour préparer les états financiers consolidés du Groupe.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations publiés non obligatoires dans les comptes au 30 juin 2013 et non adoptés par anticipation par UTI GROUP sont les suivants :

IFRS 10 – Etats financiers consolidés

IFRS 11 – Accords conjoints

IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

IAS 28 – Participations dans les entreprises associées et dans les co-entreprises

IAS 32 – Amendement compensation des actifs et passifs financiers

Base d'évaluation des comptes consolidés annuels

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent en intégration globale les comptes des sociétés dans lesquelles UTI Group. S.A. exerce un contrôle exclusif. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux d'UTI Group. S.A. et sur la base de méthodes comptables homogènes. Toutes les transactions et comptes réciproques entre les sociétés consolidées sont éliminés.

Le périmètre de consolidation au 30 juin 2013 est présenté ci-après :

	% contrôle	% intérêt
SA UTIgroup 68, rue de Villiers 92 532 Levallois-Perret	100,00%	100,00%
SAS UTIgroup Est 19, rue de La Haye 67 300 Schiltigheim	99,74%	99,74%
SàRL UTIgroup Luxembourg 400 route d'Esch L~1471 Luxembourg	98,00%	97,75%
SAS UTIgroup Rhône-Alpes 92, cours Vitton 69 006 Lyon	99,94%	99,94%

Toutes les entités constituant le Groupe sont consolidées par intégration globale.

Conversion des comptes des filiales étrangères et opérations en devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de toutes les entités du Groupe est l'Euro. Par conséquent, le Groupe n'est pas confronté à la problématique de la conversion des comptes de filiales étrangères.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les résultats sur les travaux réalisés en régie sont pris en compte au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de service est déterminé selon les temps passés par les collaborateurs qui fournissent mensuellement des feuilles d'activité.

Goodwill

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des entités consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Le Goodwill n'est pas amorti, conformément à IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Il fait l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de perte de valeur sont détaillées dans la note 3 « *Goodwill* ». En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au poste « *Autres charges opérationnelles* » de l'Etat du Résultat Global.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des licences, des brevets et des logiciels acquis. Ces immobilisations sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes correspondant à la durée d'utilisation prévue (de 1 à 5 ans).

La dotation annuelle aux amortissements des immobilisations incorporelles est comptabilisée dans le poste « *Dotations aux amortissements* » de L'Etat du Résultat Global.

Le Groupe a pour habitude de comptabiliser directement les coûts de recherche et développement éventuels en charges. Le Groupe n'a, en effet, pas d'effectif exclusivement dédié à la recherche et au développement. Seule l'activité d'éditeur, mineure dans le Groupe, nécessite de tels investissements humains. Les éventuelles dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges au 30 juin 2013.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations :

Installations générales et agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans
Mobilier et matériels divers	2 à 5 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans

Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges à la réalisation de ces prestations. Quand des immobilisations sont cédées ou mises hors service, le gain ou la perte est comptabilisé en résultat opérationnel.

Tests de valorisation des immobilisations

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des facteurs internes ou externes montrant que l'un de ces actifs a perdu de la valeur. Lorsque de tels facteurs existent, le Groupe calcule la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. La valeur recouvrable est déterminée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité de l'actif, ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient, si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs, est établie selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Si la valeur ainsi évaluée se révèle inférieure à la valeur nette comptable, le Groupe comptabilise une dépréciation égale à la différence entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur recouvrable.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances et la trésorerie.

Les immobilisations financières comprennent :

- des titres détenus jusqu'à l'échéance,
- des versements de dépôts,
- des versements à des organismes collecteurs au titre des prêts « aides à la construction ».

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat, ni d'actifs disponibles à la vente.

L'ensemble des actifs financiers détenus est donc comptabilisé au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 32, un actif financier est décomptabilisé uniquement dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie de cet actif et perd le contrôle de l'actif ou transfère l'essentiel des risques et avantages liés à cet actif.

Les actifs décomptabilisés correspondent aux créances clients des entités du groupe cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances commerciales sont enregistrées pour leur montant nominal. Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants correspondent aux autres actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Actions propres

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Paielement sur la base d'actions

L'Assemblée Générale du 22 janvier 2008 a autorisé le Conseil d'administration à consentir un plan concernant des options de souscription d'actions au profit des dirigeants et de certains salariés du Groupe. Ces options donnent droit à la souscription d'actions de la société UTIGroup. dans la limite de 3 % du capital.

La juste valeur des services reçus en contrepartie de l'attribution de ces options a été évaluée, de manière définitive, par référence à la juste valeur desdites options à la date de leur attribution. Pour procéder à cette évaluation, le Groupe a utilisé un modèle mathématique de type Black & Scholes.

Pendant la période d'acquisition des droits, la juste valeur totale ainsi déterminée est reconnue de manière linéaire sur toute la période d'acquisition des droits. Ce coût est

constaté en charge de personnel en contrepartie d'une augmentation des réserves consolidées.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* », une provision couvrant l'intégralité des engagements de retraites et prestations assimilées est comptabilisée au passif du bilan. Il n'existe pas d'autres avantages postérieurs à l'emploi que ceux concernant les engagements de retraite.

Les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent les hypothèses suivantes :

- une date de retraite fixée à soixante-cinq ans (départ volontaire),
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- un taux de rotation du personnel,
- un taux de charges sociales,
- un taux annuel de progression des salaires.

Ces évaluations sont effectuées à chaque date de clôture des comptes annuels.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements. Ces écarts sont reconnus en résultat.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour mettre fin à l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées, ce qui n'est pas le cas au 30 juin 2013.

Autres passifs courants

Les autres passifs courants correspondent aux autres passifs devant être réglés ou négociés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Instruments de capitaux propres

Un instrument de capitaux propres est un instrument qui donne droit à un intérêt résiduel dans les actifs nets de l'entreprise, après déduction de toutes ses dettes.

Conformément à la norme IAS 32, « *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* », pour les instruments financiers comportant plusieurs composants dont certains ont des caractéristiques de dettes et d'autres de capitaux propres, ces derniers sont

comptabilisés séparément les uns des autres. Ainsi, un même instrument peut être présenté pour partie en tant qu'élément des capitaux propres et, pour partie, en tant que dette. L'emprunt en obligations convertibles en actions correspond à cette définition.

Impôts

La charge d'impôt incluse dans la détermination du résultat net de l'exercice est égale au montant total des impôts courants et des impôts différés.

Des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre les valeurs comptables des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture. Les actifs d'impôts différés sont constatés lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

L'impôt exigible et différé est directement comptabilisé dans les capitaux propres si l'impôt concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Au 30 juin 2013, conformément à IAS 34 la charge d'impôt sur le résultat a été calculée à partir d'une estimation du taux effectif annuel moyen d'impôt sur le résultat.

Résultat par action

Le Groupe calcule un résultat net par action de base et dilué, soit respectivement sans prise en compte et avec prise en compte de l'effet dilutif des options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions. Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net de la période par la moyenne pondérée du nombre de titres en circulation. Les titres sont composés des actions et des titres potentiels. Les titres potentiels correspondent aux options de souscription d'actions, obligations convertibles et bons de souscription d'actions dont le prix d'exercice est inférieur à la moyenne du cours de bourse sur la période et sont pris en compte comme s'ils avaient été exercés.

BILAN - ACTIF

Note 3 – GOODWILL

Valeurs brutes	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	30/06/2013
Goodwill UTI GROUP	15 541			15 541
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
	18 619	-	-	18 619

Dépréciations	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	30/06/2013
Goodwill UTI GROUP	-6 232			-6 232
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-860			-860
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-7 669	0	-	-7 669

Valeur nette	10 950	0	-	10 950
---------------------	---------------	----------	----------	---------------

Valeurs brutes	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Goodwill UTI GROUP	15 541			15 541
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
	18 619	-	-	18 619

Dépréciations	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Goodwill UTI GROUP	-3 977	-2 255		-6 232
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-115	-745		-860
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-4 669	-3 000	-	-7 669

Valeur nette	13 950	-3 000	-	10 950
---------------------	---------------	---------------	----------	---------------

La détermination de la juste valeur repose sur l'actualisation des cash flow générés par l'activité pour les cinq prochains exercices et sur la détermination de la valeur terminale actualisée avec croissance à l'infini.

La prise en compte de la situation économique n'a pas conduit à remettre en cause les valorisations retenues.

Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles nettes sont constituées des éléments suivants:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	30/06/2013
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	546	3		548
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-543	-2		-545
Valeur nette	3	1	0	3

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	534	12		546
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-529	-13		-543
Valeur nette	4	-2	0	3

Il n'existe pas d'engagements contractuels en vue de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont constituées des éléments suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	30/06/2013
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	1 019	8	5	1 022
	1 019	8	5	1 022
Amortissements				
Matériel et outillage	0			0
Autres immobilisations corporelles	-921	-21		-942
	-921	-21	0	-942
Valeur nette	98	-13	5	80

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	973	55	8	1 019
	973	55	8	1 019
Amortissements				
Matériel et outillage	0			0
Autres immobilisations corporelles	-883	-33	5	-921
	-883	-33	5	-921
Valeur nette	90	22	14	98

Au cours des exercices clos les 30 juin 2013 et au 31 décembre 2012, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur les immobilisations corporelles. Par ailleurs, au cours de ces mêmes exercices, il n'y a pas eu de financement d'équipement par des contrats de location financement significatifs.

Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	30/06/2013
Valeur brute				
Participations non consolidées	0	21	21	0
Prêts au personnel et autres	386	9	4	392
Dépôts et cautionnements	142	3	1	144
	528	33	26	535
Provisions				
Participations non consolidées	0			0
Valeur nette	528	33	26	535

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Valeur brute				
Participations non consolidées	0	6	5	0
Prêts au personnel et autres	353	41	8	386
Dépôts et cautionnements	137	7	2	142
	489	54	15	528
Provisions				
Participations non consolidées	-			-
Valeur nette	489	54	15	528

Les prêts accordés aux organismes collecteurs de la participation à l'effort construction ont été actualisés compte tenu de leur durée (20 ans).

La valeur actualisée des prêts s'élève ainsi à 386 K€ au 30 juin 2013 contre 379 K€ au 31 décembre 2012.

La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et les autres actifs courants sont constitués des éléments suivants :

Créances clients

	30/06/2013	31/12/2012
Créances clients	1 385	1 366
Dépréciations créances douteuses	-68	-68
Comptes de régularisation rattachés		
Total	1 317	1 298

Autres créances

	30/06/2013	31/12/2012
Personnel et comptes rattachés	0	0
Créances sur organismes sociaux	30	4
Créances sur l'Etat - impôts et taxes		
Créances sur l'Etat - TVA	294	363
Autres créances d'exploitation	392	332
Comptes de régularisation	283	275
Total	1 000	974

Les autres créances d'exploitation correspondent principalement au dépôt de garantie auprès de la société d'affacturage.

Echéancier des créances

	30/06/2013	2013	2014	Années ultérieures
Créances clients (BRUT)	1 385	1 385		
Autres créances	1 000	1 000		
TOTAL	2 385	2 385	-	-

	31/12/2012	2013	2014	Années ultérieures
Créances clients (BRUT)	1 366	1 366		
Autres créances	975	975		
TOTAL	2 341	2 341	-	-

La valeur nette comptable des créances figurant au bilan reflète la valeur de marché. Le montant des créances clients cédées et garanties par le factor s'élève à 4 366 K€ au 30 juin 2013 contre 4 715 K€ au 31 décembre 2012

Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Tableau des Flux de Trésorerie consolidé :

La définition de la Trésorerie retenue pour ce tableau correspond au montant figurant en Trésorerie et équivalent de Trésorerie diminué des découverts bancaires et créances d'affacturage non garanties :

	30/06/2013	31/12/2012
Disponibilités	128	318
Découverts bancaires	-658	-590
Créances d'affacturage non garanties	-29	-9
TOTAL trésorerie nette	-559	-281
VARIATION DE TRESORERIE		-278

BILAN - PASSIF

Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL

Capital

Le capital au 30 juin 2013 est de 1 731 747 €, divisé en 8 658 736 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	01/01/2013	Variation		30/06/2013
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 658 736			8 658 736
Nombre de titres	8 658 736	0	0	8 658 736
Nominal	0,20			0,20
Capital en euro	1 731 747	0	0	1 731 747

Détail des primes

Les différents éléments constituant les primes de l'exercice sont les suivants :

DETAIL DES PRIMES	30/06/2013	31/12/2012
Prime de conversion (y compris le retraitement de l'emprunt obligataire)	2 296	2 296
Prime de conversion BSA	341	341
TOTAL	2 637	2 637

Actions propres

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTIGroup. S.A. ont été rachetées par le Groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenue a évolué de la façon suivante :

TITRES DE PARTICIPATIONS

(en nombre d'actions)

30/06/2013

31/12/2012

Détentions à l'ouverture

443 683

443 683

Achats d'actions

Ventes d'actions

-

-

Détention à la clôture

443 683

443 683

CONTRAT DE LIQUIDITE

(en nombre d'actions)

30/06/2013

31/12/2012

Détentions à l'ouverture

17 289

12 731

Achats d'actions

Contrat de liquidité 23/11/2003 (ARKEON FINANCE)

26 033

44 951

Ventes d'actions

40 523

40 393

Détention à la clôture

2 799

17 289

Détention totale à la clôture

446 482

460 972

Pourcentage détenu en autocontrôle

5,2%

5,3%

Le coût d'acquisition des titres achetés, comme le produit de la cession des titres vendus, ont été imputés respectivement en diminution et en augmentation de la situation nette.

Dividendes

Des dividendes peuvent être distribués par prélèvement sur les réserves en conformité avec les dispositions de la Loi et les Statuts de la Société. UTIGroup. S.A. n'a pas distribué de dividende au titre des 3 derniers exercices. Le report à nouveau et les primes (fusion, émission, apport) dans les comptes sociaux s'élèvent à 1 913 K€ au 30 juin 2013 avant affectation du résultat de l'exercice.

Détail des actions et droits de vote

Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	30/06/2013	31/12/2012
Nombre total d'actions	8 658 736	8 658 736
Nombre total de droits de vote (1)	13 094 686	12 851 662

(1) = Droits de vote à l'AGM du 22/05/2013

Note 10 – PROVISIONS

	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	30/06/2013
Provision pour litiges prud'homaux	218	34		252
Provision pour litiges commerciaux	61		50	11
Provision pour risques et charges divers	1 763	-		1 763
Total provisions pour risques et charges	2 042	34	50	2 026
Provision pour engagements sociaux	293		-	293
Total provisions au passif	2 335	34	50	2 319

	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
Provision pour litiges prud'homaux	185	53	20	218
Provision pour litiges commerciaux	90	11	40	61
Provision pour risques et charges divers	1 763	-		1 763
Total provisions pour risques et charges	2 038	64	59	2 042
Provision pour engagements sociaux	228	65	-	293
Total provisions au passif	2 266	129	59	2 335

En 2011, la société UTI GROUP a fait l'objet d'une vérification de comptabilité sur les exercices 2008 et 2009.

Le service des impôts a fait une proposition de rectification en juillet 2011.

L'Administration conteste le bien-fondé de la déductibilité des dépréciations sur fonds de commerce d'un montant total de 12 220 K€.

La société n'accepte pas les motivations administratives et a saisi la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires. Cette commission s'est réunie en septembre 2012.

De plus, l'Administration applique une pénalité pour non dépôt de l'état de suivi des plus-values en sursis d'imposition sur 2008 et 2009 pour un montant total de 2.262 K€.

Selon les recommandations de ses conseils, la société a comptabilisé une provision pour charge relative au contrôle fiscal pour 1 763 K€.

Le dossier est en cours avec l'Administration fiscale.

Les reprises de provisions non utilisées concernent les litiges suivants :

	30/06/2013	31/12/2012
Provision pour litiges prud'homaux	-	14
Provision pour litiges commerciaux	29	40
Provision pour risques et charges divers	-	-
Total des reprises non utilisées	29	54

Note 11 – DETTES FINANCIERES

Détail des emprunts et dettes financières courants et non courants

DETTES FINANCIERES	30/06/2013	31/12/2012
Emprunt obligataire convertible	238	299
Part des emprunts à plus d'un an	-	-
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	238	299

Part des emprunts à moins d'un an	-	250
Part des dettes financières à moins d'un an	1 073	991
Total des dettes financières à court terme	1 073	1 241

DETTES FINANCIERES	31/12/2012	31/12/2011
Emprunt obligataire convertible	299	303
Part des emprunts à plus d'un an	-	-
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	299	303

Part des emprunts à moins d'un an	250	809
Part des dettes financières à moins d'un an	991	608
Total des dettes financières à court terme	1 241	1 417

Echéancier des dettes financières

Dettes financières à long terme	30/06/2013	2012	2013	2014	2020
Emprunt obligataire convertible	238				238
Emprunts auprès des établissements de crédit	-				-
Total	238	-	-	-	238

Dettes financières à long terme	31/12/2012	2011	2012	2013	2020
Emprunt obligataire convertible	299				299
Emprunts auprès des établissements de crédit	-				-
Total	299	-	-	-	299

La valeur comptable des emprunts au 30 juin 2013 reflète leur juste valeur.

Caractéristiques de l'emprunt obligataire

Le 12 juillet 2000, le Groupe a émis 875 350 obligations convertibles en actions ordinaires pour un montant nominal de 18 645 K€, portant intérêt au taux annuel de 3% et assorties d'une prime de remboursement à l'échéance de 3,14 €. Les frais d'émission se sont élevés à 1 162 K€.

Ce contrat a été modifié par l'Assemblée Générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et entériné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003. Les nouvelles caractéristiques du contrat dénommé « *UTIGROUP. 0.1% 2020* » sont les suivantes :

la durée de l'emprunt est de 19 ans et 160 jours, soit une échéance le 1^{er} janvier 2020, pour un amortissement en totalité à l'échéance,
le taux nominal des intérêts annuels est fixé à 0.10%,
versement d'une soulte en numéraire de 2,5 € aux obligataires pour chaque conversion d'une obligation.

Le ratio de conversion a été fixé comme suit :

en cas de conversion jusqu'au 31 mars 2008 inclus : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP. et quatre bons de souscription d'action devant être exercés avant le 1^{er} avril 2008,
en cas de conversion entre le 1^{er} avril 2008 et la date d'échéance de l'emprunt : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP.

Il ne reste plus de bon de souscription d'action en circulation au 30 juin 2013.

Au 30 juin 2013, il restait en circulation 14 414 obligations. La composante capitaux propres correspondante a été évaluée à 2 K€. La composante dette de l'emprunt obligataire restant en passif financier a fait l'objet d'une actualisation compte tenu des modifications des caractéristiques de l'emprunt initial. Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur actualisée de la composante dette de l'emprunt obligataire au 30 juin 2013 sont les suivantes :

Durée	du 01/07/2013 au 01/01/2020	6,5
Taux d'actualisation		4,00%
Nombre d'OCA		14 414
Nominal		21,30 €
EO		307 018 €

La valeur actualisée de l'emprunt obligataire s'élève ainsi à 238 K€ au 30 juin 2013 contre 299 K€ au 31 décembre 2012. La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS

Dettes fournisseurs

	30/06/2013	31/12/2012
Dettes fournisseurs	1 494	1 599
Total	1 494	1 599

Les dettes fournisseurs sont constituées de frais de sous-traitance et de frais généraux.

Autres passifs courants

AUTRES PASSIFS COURANTS	30/06/2013	31/12/2012
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 690	4 504
Dettes sur acquisitions de titres	-	-
Comptes courants	1 776	1 810
Dettes diverses d'exploitation	643	665
Total des autres dettes à court terme	7 109	6 979

AUTRES PASSIFS COURANTS	31/12/2012	31/12/2011
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 504	4 744
Dettes sur acquisitions de titres	-	591
Comptes courants	1 810	1 811
Dettes diverses d'exploitation	665	1 099
Total des autres dettes à court terme	6 979	8 245

Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, a mis à disposition de la société UTIgroup. des fonds apportés en compte courant dont la valeur est de 1 550 K€ au 30 juin 2013 contre 1 587 K€ au 31 décembre 2012. Par ailleurs, Monsieur Patrick QUENNET, Directeur Général Délégué de la Société a, pour sa part, mis à disposition de la société UTIgroup. un compte courant de 221 K€ au 30 juin 2013 contre 224 K€ au 31 décembre 2012.

Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les indicateurs sectoriels de performance, en concordance avec les données internes de gestion utilisées par la Direction, sont présentés ci-dessous.

Eléments du résultat sectoriel (inclus les retraitements d'élimination des transactions intra-Groupe)

	30/06/2013	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	13 110	11 234	744	-	1 132
Résultat opérationnel courant	299	231	133	0	-65
Résultat opérationnel	299	231	133	0	-65
Résultat global	23	-11	122	0	-88

	30/06/2012	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	14 605	12 112	988	-	1 505
Résultat opérationnel courant	310	36	202	-4	76
Résultat opérationnel	309	35	202	-4	76
Résultat global	7	-233	188	-4	54

Actifs et passifs sectoriels

Les actifs sectoriels se définissent selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », comme étant la somme des immobilisations corporelles et incorporelles (incluant le goodwill) et des actifs courants. Les actifs financiers et autres actifs non courants ne sont pas pris en compte dans le calcul des actifs sectoriels.

ACTIFS	30/06/2013	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	11 625	11 417	54	-	154
Actifs courants	2 445	1 998	189	6	252
TOTAL	14 070	13 414	243	6	407

PASSIFS	30/06/2013	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	2 558	2 510	14	-	34
Passifs courants	9 676	8 700	292	11	673
TOTAL	12 234	11 210	306	11	707

ACTIFS	31/12/2012	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	11 649	11 442	50	-	157
Actifs courants	2 591	2 212	186	10	183
TOTAL	14 240	13 654	237	10	340

PASSIFS	31/12/2012	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	2 634	2 586	14	-	34
Passifs courants	9 818	8 824	330	15	649
TOTAL	12 452	11 410	344	15	683

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Chiffre d'affaires

	30/06/2013			30/06/2012		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
UTIgroup	11 234	-	11 234	12 110	3	12 112
UTIgroup Est	744	-	744	988	-	988
UTIgroup Luxembourg						
UTIgroup Rhône-Alpes	1 132	-	1 132	1 505	-	1 505
TOTAL	13 110	-	13 110	14 603	3	14 605

Frais de personnel

Les frais de personnel des entités du Groupe se ventilent comme suit :

	30/06/2013	30/06/2012
UTI Group S.A.	7 766	8 399
UTI Group Rhône-Alpes	899	1 078
UTI Group Est	510	586
TOTAL	9 174	10 062

Dotations nettes aux amortissements et aux provisions

	30/06/2013	30/06/2012
Immobilisations incorporelles	-2	-8
Immobilisations corporelles	-21	-21
Dépréciation sur actif circulant	0	0
Provision pour risques et charges	16	-33
	-7	-62

Autres charges et produits opérationnels courants

Les éléments constitutifs des produits et des charges d'exploitation sont :

	30/06/2013	30/06/2012
Autres produits d'exploitation	1	-8
Produits de cession d'immobilisations	24	0
Autres charges d'exploitation	0	-4
Valeurs nettes des immobilisations cédées	-5	0
Annulation d'obligations convertibles	64	0
Autres produits et charges opérationnels courants	85	-12

Coût de l'endettement financier brut

	30/06/2013	30/06/2012
Intérêts sur emprunts	-2	-15
Autres charges financières	-60	-80
TOTAL	-62	-95

Autres charges et produits financiers

	30/06/2013	30/06/2012
Pertes de change	-0	0
Gain de change	0	0
Actualisation de l'emprunt obligataire	-43	-6
Actualisation des prêts et engagement de retraite	7	7
Charges financières	0	0
Provision charges financières	0	0
Autres produits financiers	0	34
Autres produits et charges financiers	-36	35

Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La législation française prévoit également le versement aux salariés en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la rémunération du salarié au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis par les salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. La méthode retenue pour le calcul des engagements est la méthode des unités de crédits projetées conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ».

	01/01/2013	Augmentations	Diminutions	30/06/2013
UTI Group S.A.	245			245
UTI Group Rhône-Alpes	33			33
UTI Group Est	15			15
UTI Group Luxembourg				-
Total des engagements	293	-	-	293

	01/01/2012	Augmentations	Diminutions	31/12/2012
UTI Group S.A.	190	55		245
UTI Group Rhône-Alpes	27	6		33
UTI Group Est	11	4		15
UTI Group Luxembourg				-
Total des engagements	228	65	-	293

En l'absence d'évolutions significatives sur le semestre, l'engagement n'a pas fait l'objet d'une actualisation au 30 juin 2013.

Note 16 – IMPOTS

Evolution des postes de bilan

<i>Impôts différés actif</i>	30/06/2013	31/12/2012
Ouverture	69	109
Organic	0	1
Constatation de l'impôt sur déficits		
Utilisation du déficit reportable	-22	-49
Actualisation effort construction	-2	5
Engagements de retraite		22
Actualisation emprunts obligataires	8	6
Dépréciation des actions propres	1	-25
Clôture	55	69

Charge d'impôt sur les résultats

	30/06/2013	30/06/2012
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	-4	0
CVAE	-161	-162
Impôts différés		
Impôts différés de la période	-14	-47
	-179	-209

Nota : les montants négatifs figurant au tableau ci-dessus correspondent à des charges d'impôts. Corrélativement, les montants positifs correspondent à des produits d'impôts.

Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

A compter du 1^{er} janvier 2003, la société UTIGroup. S.A. s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, dû par le Groupe formé par elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%, au titre du régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts. Cette convention d'intégration fiscale a été renouvelée le 1^{er} janvier 2013 pour une durée expirant le 31 décembre 2017.

Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%.

Taux d'impôt moyen

La charge d'impôt (courant et différée) a été calculée pour les comptes semestriels en appliquant au résultat comptable de la période le taux d'impôt moyen annuel estimé pour l'année fiscale en cours.

Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	30/06/2013	31/12/2012
Nombre moyen d'actions de 0,20 euro en circulation	8 658 736	8 658 736
Actions détenues en propre par le Groupe	446 482	460 972
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 212 254	8 197 764
Résultat net	23	-2 520
Résultat net par action	0,00	-0,31

Le montant à prendre en compte pour déterminer ce résultat par action de base est le résultat net de l'exercice.

Résultat par action dilué

Le résultat net par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice augmenté des titres donnant accès au capital. Les options de souscription dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action.

Un instrument financier convertible n'est dilutif que si, et seulement si, sa conversion réduit le résultat par action des activités ordinaires continuées.

L'effet dilutif est le suivant sur le nombre d'actions :

	30/06/2013	31/12/2012
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 212 254	8 197 764
Effet dilutif des obligations convertibles	14 414	18 414
Nombre moyen d'actions après titres dilutifs	8 226 668	8 216 178
Résultat net	23	-2 520
Résultat net par action	0,00	-0,31

Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements hors bilan

Pour les opérations courantes, le Groupe est engagé au 30/06/2013 pour les montants suivants :

	30/06/2013		31/12/2012	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Baux immobiliers (1)	2 156	-	2 452	-
Baux mobiliers et crédit-baux	224	-	172	-
Nantissement du Fonds de commerce au profit d'une banque	0	-	78	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	2 380	-	2 702	-
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup. Rhône-Alpes				
Baux immobiliers	27	-	56	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	27	-	56	-
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup. Est				
Baux mobiliers et crédit-baux	-	-	-	-
Baux immobiliers	138	-	12	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	138	-	12	-

(1) : Bail immobilier à compter du 14/02/2008 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 14/02/2017. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 14/02/2014, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Contrats de location

Les contrats de location sont tous des contrats de location simple et des locations avec option d'achat comprennent principalement du matériel de bureau et des véhicules mis à disposition du personnel.

Le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer se décompose comme suit au 30 juin 2013.

Montant total restant à verser au 30/06/2013	224 K€
- Dont part à moins d'un an	102 K€
- Dont part à plus d'un an et à moins de 5 ans	121 K€
- Dont part à plus de 5 ans	0

Le montant des charges au 30 juin 2013 s'élève à 119 K€.

Droit individuel à la formation

Conformément aux dispositions de la loi N° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle, les sociétés françaises du Groupe accordent à leurs salariés un droit individuel d'une durée de vingt heures minimum par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans et au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent-vingt heures. Aucune charge n'a été comptabilisée dans l'exercice 2005, en application de l'avis n°2004-F du 13 octobre 2004 du Comité d'Urgence du CNC. Le nombre total d'heures acquises par les salariés du Groupe au 30 juin 2013 s'élève à 19 680 heures.

A la connaissance du Groupe, il n'y a pas d'autre engagement hors bilan significatif au 30 juin 2013.

Note 19 – EFFECTIF MOYEN

	30/06/2013	30/06/2012
Charges de personnel (*)	6 248	6 796
Charges sociales afférentes	2 926	3 266
	9 174	10 062
Effectif moyen	287	311

(*) : composé de salaires fixes et variables, y compris participation des salariés.

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêt; aussi, son résultat et sa trésorerie opérationnelle sont-ils largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme et moyen terme. La dette du Groupe est essentiellement à taux fixe.

Risque de liquidité sur la dette financière

Le risque de liquidité est géré par la mise en place de sources de financement diversifiées.

Risque du marché actions

Le Groupe ne détient pas de titres de sociétés cotées autres que les actions d'autocontrôle (au 30 juin 2013, 446 482 actions) qui sont déduites des capitaux propres. Il n'est donc pas exposé au risque de fluctuation des prix des marchés actions.

Exposition au risque de change

UTIGROUP n'est pas exposé au risque de change.

Le groupe ne détient pas de passif ou d'actif en devise.

De ce fait, le Groupe ne se couvre pas du risque de change.

Note 21 – SOCIETE MERE CONSOLIDANTE

Les comptes consolidés du groupe UTI GROUP, sont consolidés dans les comptes du groupe LAW INFORMATIQUE. La société mère LAW INFORMATIQUE détient 54,4 % du capital et 72 % des droits de vote.

Note 22 – INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

Rémunération et avantages des organes de direction et d'administration du Groupe

	30/06/2013	30/06/2012
Des organes d'administration	75	119
Des organes de direction	-	-
Des organes de surveillance	-	-
TOTAL	75	119

Au 30 juin 2013 Ces montants incluent les avantages en nature. Il n'existe pas d'autres avantages ou modalités de rémunérations.

Au 30 juin 2013 et 2012, les dirigeants et les administrateurs n'ont perçu aucune avance et/ou crédit.

Au 30 juin 2013 et 2012, les administrateurs du Groupe ne bénéficient pas d'option de souscription et d'achat d'actions.

Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés ou personnes suivantes :

Société LAW INFORMATIQUE :

convention d'animation du Groupe pour la gestion de l'animation de l'ensemble des entités du groupe depuis le 1^{er} janvier 2011 pour 258 K€ au 30/06/2013 contre 511 K€ pour l'année 2012.

Les soldes clients sont de 132 K€ au 30/06/2013 contre 92 K€ au 31/12/2012.

Christian AUMARD : avance en compte courant 1 550 K€

Patrick QUENNET : avance en compte courant 224 K€

Note 23 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun événement postérieur à la clôture.

B - RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

Conformément aux dispositions des articles L. 232-7 et R.232-13 du Code de commerce, la société UTI GROUP qui clôture ses comptes annuels le 31 décembre, a établi le présent rapport semestriel d'activité à partir des comptes consolidés condensés semestriels du Groupe au 30 juin 2013.

1. PRESENTATION DES COMPTES DU PREMIER SEMESTRE 2013 DU GROUPE CONSOLIDE

Les comptes consolidés condensés semestriels arrêtés au 30 juin 2013 ont été préparés en conformité avec la norme IAS34 « *Information Financière Intermédiaire* ».

1.1 Composition du Groupe :

Nous vous renvoyons à la lecture des comptes consolidés condensés semestriels du Groupe et des notes annexes pour le détail de ces différents postes de comptes, ainsi que pour la composition du Groupe.

1.2 Chiffre d'affaires consolidé :

	EXERCICE 2013 En millions euros	EXERCICE 2012 En millions euros
<u>1 – Consolidé</u>		
Premier trimestre	6,80	7,71
Deuxième trimestre	6,31	6,90
Total	13,11	14,61

Par ailleurs, les effectifs groupe passent de 358 collaborateurs et sous-traitants au 30/06/2012 à 330 au 30/06/2013, soit une diminution de 7,8 %.

Groupe	30/06/2013	30/06/2012	%
Structure	30	32	-6,3%
Opérationnels	253	273	-7,3%
Sous traitants	47	53	-11,3%
TOTAL	330	358	-7,8%

1.3 Résultats consolidés :

Le Groupe a réalisé, au premier semestre de l'exercice 2013, un chiffre d'affaires de 13 110 K€, soit une baisse du chiffre d'affaires de 10,3 % par rapport à 2012.

Les frais généraux (autres achats et charges externes) s'élèvent à 1 456 K€ au 30/06/2013 contre 1 577 K€ au 30/06/2012. Le résultat opérationnel courant est bénéficiaire pour 299 K€ contre 311 K€ au 30/06/2012.

Le coût de l'endettement est de 62 K€, alors qu'il était de 95 K€ en 2012

Enfin le résultat net s'établit à 23 K€ au 30/06/2013 contre 7 K€ au 30/06/2012.

La contribution au résultat avant impôt (comptes consolidés condensés semestriels) pour chacune des filiales est la suivante :

	30/06/2013 En K€	30/06/2012 En K€
UTIGROUP. Rhône Alpes	-87	54
UTIGROUP. Est	122	188
UTIGROUP. Luxembourg	0	-4

2. PRESENTATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES RESULTATS DU PREMIER SEMESTRE 2013 DE LA SOCIETE UTI GROUP

2.1 Chiffre d'affaires de la société UTI GROUP

	EXERCICE 2013 En millions euros	EXERCICE 2012 En millions euros
<u>1 - Société UTI GROUP*</u>		
Premier trimestre *	5,83	6,37
Deuxième trimestre *	5,40	5,74
Total	11,23	12,11

** Retraité du chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du Groupe*

Le premier semestre 2013 est en diminution de 7,3 % par rapport au premier semestre 2012. En effet, le chiffre d'affaires s'élève à 11,23 M€ contre 12,11 M€ en 2012.

2.2 Résultats

En milliers d'euros	30/06/2013	30/06/2012
Chiffres d'affaires	11 284	12 179
Résultat d'exploitation	-17	-92
Résultat financier	171	218
Résultat exceptionnel	83	-4
Résultat net	237	122

3. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE DU GROUPE CONSOLIDE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

3.1 L'activité du groupe UTI GROUP dans son ensemble pour le premier semestre 2013 se caractérise comme suit :

Le premier semestre 2013 est marqué par un marché difficile, le groupe enregistre une baisse d'activité de 10,2 % alors que l'activité parisienne enregistre une diminution de son chiffre d'affaires de 7,3 %.

La stratégie d'agrément s'est poursuivie et amplifiée auprès des grands donneurs d'ordre au cours de ce premier semestre, confortant la politique de ces dernières années.

3.2 Et pour chacune des Sociétés du Groupe (d'après leurs comptes sociaux) :

UTI GROUP

UTI GROUP (en K euros)	30/06/2013	30/06/2012	Variation en %
Chiffres d'affaires	11 284	12 179	-7,3%
Résultat avant impôt	237	122	

UTIGROUP. Est

UTI GROUP EST (en K euros)	30/06/2013	30/06/2012	Variation en %
Chiffres d'affaires	744	1 011	-26,4%
Résultat avant impôt	78	154	-49,6%

La filiale alsacienne enregistre une diminution de 26,4 % de son chiffre d'affaires tout en conservant un résultat net bénéficiaire.

UTIGROUP. Rhône Alpes:

UTI GROUP RHONE ALPES (en K euros)	30/06/2013	30/06/2012	Variation en %
Chiffres d'affaires	1 244	1 607	-22,6%
Résultat avant impôt	2	108	-98,2%

La filiale lyonnaise enregistre une diminution de 22,6 % de son chiffre d'affaires tout en enregistrant une diminution de son résultat net.

UTIGROUP. Luxembourg

UTI GROUP Luxembourg (en K euros)	30/06/2013	30/06/2012	Variation en %
Chiffres d'affaires	0	0	
Résultat avant impôt	0	-4	-100,0%

L'activité de la filiale luxembourgeoise est en sommeil, et n'a plus de salarié depuis le 31/12/2007.

4. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DANS LE GROUPE AU COURS DU SEMESTRE ECOULE

NEANT

5. EVOLUTION PREVISIBLE DE L'ACTIVITE DU GROUPE PENDANT L'EXERCICE

Après un premier semestre difficile tant à Paris qu'en province, nous enregistrons une amélioration très significative à Paris de notre activité.

Le mois de juin et le début du mois de juillet ont enregistré une activité très importante conduisant nos taux d'intercontrat pour l'été autour de 2 %, soit un niveau extrêmement faible.

Dans l'hypothèse où l'activité resterait au quatrième trimestre au niveau du troisième nous pourrions rétablir notre rentabilité lors de ce second semestre.

**C - DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES QUI ASSUMENT LA
RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

Je soussigné Christian AUMARD, Président Directeur Général de UTI GROUP SA, atteste qu'à ma connaissance les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des informations mentionnées à l'article 222-6 du règlement général de l'AMF.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

UTIGROUP.

Société Anonyme
au capital de 1 731 747,20 €
68, rue de Villiers
92352 LEVALLOIS PERRET

IGREC

Commissaire aux Comptes

50, rue Copernic
75116 PARIS

SAINT HONORE BK&A

Commissaire aux Comptes

140, rue du Faubourg Saint-honoré
75008 PARIS

Période du 01 01 2013 au 30 06 2013

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Société **UTIGROUP SA**

Période du 1^{er} janvier 2013 au 30 juin 2013

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2.III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société **UTIGROUP**, relatifs à la période du 1er janvier 2013 au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

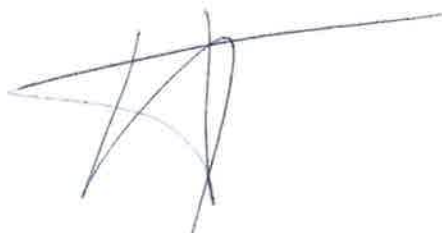
II. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, le 25 juillet 2013

Les Commissaires aux Comptes

IGREC



Thierry Sartre
Associé

SAINT HONORE BK&A



Emmanuel Klinger
Associé